

Le handicap ne doit pas limiter le choix de l'école

Recours

Les enfants souffrant d'un handicap doivent pouvoir intégrer une école privée et bénéficier du soutien spécialisé fourni par l'Etat. Une famille le demande au Tribunal fédéral

Le cas de Jérémie Chappaz est en voie d'être réglé: ce jeune Gryonnais de 14 ans atteint de surdit e devrait pouvoir terminer sa scolarit e obligatoire en  cole privée tout en bénéficiant, comme à l' cole publique, de prestations spécialisées d'équipes mobiles fournies et payées par le Canton. En principe, la nouvelle loi sur la pédagogique spécialisée, votée par le Grand Conseil vaudois en septembre dernier, n'autorise plus les enfants placés dans le privé à b n ficiar de ce soutien.

La famille de Jérémie ne veut toutefois pas s'arrêter à son cas personnel. Elle souhaite défendre la cause de toutes celles qui, comme elle, ont fait le choix de placer leur enfant atteint de handicap en  cole privée. Une décision motivée dans le cas précis par des besoins spécifiques de l'enfant, qui n'auraient pas pu être aussi bien satisfaits à l' cole publique.

Le législateur ne l'a pas vu ainsi, estimant que l' cole publique vise l'intégration de tous les enfants et peut répondre à toutes les exigences.

Soutenant que la loi discrimine néanmoins les personnes touchées par le handicap dans le libre choix de l' cole, la famille Chappaz avait saisi la Cour constitu-

«De facto, on prive de choix de scolarit e les enfants handicapés, alors que l'enseignement spécialisé ne représente pas un coût supplémentaire, qu'il soit prodigué en  cole privée ou publique»

Robin Chappaz Avocat

tionnelle du Tribunal cantonal, qui a rejeté sa requête.

Les Chappaz ont recouru lundi au Tribunal fédéral (TF). «La jurisprudence du TF est pour l'instant en notre défaveur, relève Robin Chappaz, avocat de la famille et frère a n  de Jérémie. Cependant, elle me paraît injuste. De facto, on prive de choix de scolarit e les enfants handicapés, alors que l'enseignement spécialisé ne représente pas un coût supplémentaire, qu'il soit prodigué en  cole privée ou publique. Selon le TF, il n'y a pas un droit à une scolarité optimale. Or nous ne demandons pas une scolarité optimale, mais que les prestations de base soient les mêmes pour tous. Surtout lorsque cela touche une personne aussi fragile qu'un enfant handicapé.»

Flavienne Wahli Di Matteo

Un «coup de pouce» à 13 millions pour les stations

Alpes vaudoises

Le Conseil d'Etat soumet une première demande de crédit destiné à financer les projets d'Alpes vaudoises 2020

Près de 13 millions: c'est le premier «coup de pouce» que le Conseil d'Etat entend donner aux destinations des Alpes vaudoises. Hier, un an presque jour pour jour après avoir dévoilé les pistes retenues dans le cadre du projet Alpes vaudoises 2020, le gouvernement a remis aux députés sa demande de crédit à fonds perdus. Cette manne servira à financer le renforcement de l'enneigement mécanique, l'installation de tapis roulants pour skieurs ou la modernisation de t l si ges. «Toute la région était en attente d'une décision, réagit Frédéric Borloz, ancien député PLR, conseiller national et membre de la Communauté d'intérêts touristiques des Alpes vaudoises (CI-TAV). Une personne sur trois dans notre région dépend de l'économie touristique.»

«J'ai bon espoir que les députés verront l'intérêt de ce projet pour la région»